

**4 Interventions au Conseil National du PCF du 1^{er} décembre 2016 de
Jean-Marc Durand, Denis Durand, Christian Picquet, Frédéric Boccara.
Une de Nicolas Marchand au C.D. du Val de Marne du 5 décembre 2016
Une d'Yves Dimicoli au C.D. de Paris du 7 décembre 2016**

Jean-Marc Durand

Le vote des communistes acté, même si les débats ont été argumentés et respectueux. Il n'en demeure pas moins que nombre de camarades ressortent très marqués, sont dans l'expectative allant jusqu'à remettre en cause leur engagement.

Car si le vote des adhérents a tranché, des interrogations pointent, des questions demeurent. Il n'aura échappé à personne qu'en à peine six mois des décisions prises par le congrès puis la conférence nationale, ont été aussitôt ignorées. Le groupe dirigeant et notre secrétaire national ont fait, en effet, le choix de mener campagne sur des options différentes et, pour les faire accepter, de s'adresser aux communistes sur le registre de la peur, comme en 2012, (financement de la campagne, parrainages, faible résultat d'un candidat communiste, responsabilité de la division). Enfin nombreux sont celles et ceux qui souhaiteraient qu'à l'avenir notre parti se dote d'une règle commune plus précise et transparente applicable à tous et partout pour régir nos consultations internes, quelques résultats ayant installé le doute.

Au titre des questions en attente, il en figure deux principales, validées à 94% par la conférence nationale. La première est notre engagement à mener une campagne autonome de celle de la France insoumise dont nous ne partageons pas certaines options essentielles. N'ayant pas de candidat à la présidentielle, il ne s'agit pas pour autant de désertier le débat politique de cette élection, de refouler nos propositions. Ce serait une faute d'autant plus grave que, pour la première fois, le mouvement social n'aura pas de représentant à cette élection, du fait de notre effacement. Ce n'est pas en faisant mine d'ignorer les contradictions de nos choix que l'on arrivera à les dépasser ! Par ailleurs, nous avons dit qu'il nous faut redonner toute leur place aux législatives, !

Nous devons mener une campagne autonome à partir de nos choix de congrès et de conférence nationale repris dans les 7 axes de notre pacte d'engagements communs. Et cela sans hésiter à pointer les divergences avec ce que porte J-L Mélenchon. Notre démarche doit articuler une campagne nationale sur des objectifs politiques précis de portée nationale, européenne à leur déclinaison locale en fonction des réalités de chaque circonscription. C'est pourquoi il nous faut un collectif national de campagne autonome pour ces élections.

C'est d'autant plus nécessaire que certains comme « Front commun 2017 » nous somment de nous ranger derrière un seul et même programme au motif de ne pas agir en ordre dispersé. JL Mélenchon a défini ce cadre unique dans un message adressé aux communistes. Certes, il y prend acte que le « PCF souhaitait mener une campagne autonome et que son adhésion à sa candidature ne signifiait pas une demande d'intégration au cadre large de « La France insoumise ». Mais il décrète que cet exercice devra se faire « autour du programme « L'avenir en commun ». Fermez le ban !

Malgré ces injonctions paralysantes, il nous faut mettre en œuvre la résolution votée par les communistes. Loin d'une vision identitaire, elle pose les termes du rassemblement autour d'une démarche sur les contenus. Car pour rassembler, il ne suffit pas de répéter « Rassemblement, rassemblement !!! », ce qui peut d'ailleurs servir à justifier tout et n'importe quoi et surtout n'importe quel ralliement à tout ce qui se présente, pourvu que ce soit aux couleurs prétendues du rassemblement, au risque de conduire aux pires désastres pour notre parti, sa représentation, la

gauche et notre peuple.

Face à l'approfondissement de la crise, la candidature Fillon va incarner à un point tel une droite thatcherienne, que le Front national pourrait mieux instrumentaliser la protestation sociale. Dans ces conditions, le sectarisme et le national-populisme de Mélenchon pourraient puissamment contribuer à réarmer un « vote utile PS », malgré le dégoût du social-libéralisme.

Nous avons une responsabilité immense. Celle de porter haut et fort dans le débat politique de la présidentielle nos propositions de transformations radicales et rassembleuses face au capitalisme financier et à ses défis sur l'argent, la fiscalité, les services publics, l'emploi, les salaires, les pouvoirs, l'Europe, la paix, l'environnement afin que, pour les législatives, ces idées portées par nos 577 candidats soient en mesure de faire se rassembler de nombreux électeurs de gauche anti-austérité loin de tous les populismes. Sur les territoires nous avons en effet besoin de porter un discours clair qui ne fasse pas que dénoncer les situations, notamment l'effondrement de l'organisation territoriale de la France, mais qui propose des solutions en traitant du problème central des financements publics.

Denis Durand

Au milieu de la crise et de la montée des périls, Fillon s'est imposé à droite par un travail persévérant pour donner une cohérence de classe aux pires projets de la droite et du patronat : revenir cinquante ans en arrière en matière sociétale, briser les reins aux syndicats, baisser le coût du travail, casser les services publics.

Face à cela, la décomposition vertigineuse des forces se réclamant de la gauche traduit le désarroi créé par la faillite des politiques social-démocrates qui croient encore que l'État aurait les moyens de soigner les maux du capitalisme en aménageant une autre répartition des richesses sans toucher au pouvoir dans l'entreprise, ni au pouvoir des banques et des marchés financiers.

Dans ce contexte, le vote des communistes a donné deux résultats : un appel sans enthousiasme à voter Mélenchon qui ne réunit pas, compte tenu des abstentions, la majorité des communistes, et un choix, très massif en revanche, pour que le PCF « conserve son autonomie, critique et constructive ». À 94 %, nous avons décidé de mettre en débat dans tout le pays nos sept axes de propositions.

Nous voulons en finir avec toutes les discriminations, augmenter les salaires et réduire le temps de travail en allant vers les 32 heures, réussir la transition écologique. Pour rendre ces objectifs réalisables, et donc crédibles aux yeux des millions de citoyens qui ne croient plus aux promesses électorales, nous proposons des mesures précises pour changer les objectifs et les critères de gestion des entreprises, avec de nouveaux pouvoirs d'intervention et de proposition des salariés, et pas seulement l'abolition de la loi El Khomri. Nous proposons des mesures précises pour construire une sécurité d'emploi et de formation dont le but est l'éradication du chômage et non un simple « plein emploi » qui laisse subsister les fléaux du marché du travail capitaliste. Nous proposons des moyens efficaces de réduire les émissions de gaz à effet de serre selon les recommandations du GIEC, grâce à la sécurisation des différentes sources d'énergie disponibles, y compris le nucléaire. Nous appelons à prendre le pouvoir sur l'argent, c'est-à-dire en particulier sur le crédit bancaire. C'est indispensable, par exemple pour combattre effectivement l'évasion fiscale, pour baisser le coût du capital et permettre aux entreprises, petites et grandes, de dépenser davantage pour les salaires, la formation, l'emploi et le financement de la protection sociale qu'il ne faut surtout pas fiscaliser. Nous proposons un fonds de développement des services publics financé par la BCE, ce qui serait impossible en cas de sortie de l'euro. Nous appelons à une France ouverte au monde, agissant pour transformer l'Europe et la mondialisation, à l'opposé de tout repli nationaliste. J'entends déjà les objections : tu es un provocateur, tu sais parfaitement que ces propositions sont radicalement contraires au programme de notre candidat Jean-Luc Mélenchon. Je le sais bien, mais c'est ce que

nous avons voté à une majorité de 94 %. Etre capables surmonter ensemble cette contradiction sera vital pour l'unité et la crédibilité du Parti.

C'est peu dire qu'en la matière l'interview de Pierre Laurent cette semaine à *Libération* m'a fortement laissé sur ma faim : peut-on se contenter d'évoquer « le pouvoir excessif de la finance », sans lier notre bataille pour prendre le pouvoir sur l'argent aux préoccupations des Français sur l'emploi, les salaires, les services publics... ?

Pourtant, nous disposons des matériaux qui peuvent permettre d'y parvenir.

Alors quel calendrier, et quel retentissement allons-nous donner au dépôt de la proposition pour une loi de sécurisation de l'emploi et de la formation annoncé pour janvier ? Quelle campagne allons-nous mener dans chaque circonscription législative pour la nationalisation de la Société générale et de BNP-Paribas ? Quelles mobilisations allons-nous organiser en France et avec nos partenaires européens pour remettre concrètement en cause le pouvoir de la BCE et, derrière elle, des marchés financiers ? Quel dispositif national allons-nous mettre en place pour donner une cohérence nationale à cette campagne, dont je comprends en entendant Pierre Laurent qu'elle sera peut-être « autonome » mais qu'elle va commencer par une négociation avec la « France insoumise » ?

Christian Picquet

Trois remarques, en essayant de donner mon point de vue sur quelques-unes des questions soulevées dans le débat.

D'abord, un mot sur le vote des communistes. Je crois que ce serait une grave erreur, en particulier de la part des camarades qui ont soutenu l'option 1, de n'en retenir que le soutien à Jean-Luc Mélenchon.

Parce que le vote a été serré et que l'étude des résultats fait ressortir qu'un grand nombre de fédérations et des militants, parmi les plus actifs, se sont prononcés pour l'option 2. Et parce que ce qui a rassemblé les communistes, c'est d'abord le souci de faire entendre avec force leurs propositions, qui ne sont pas celles du candidat que nous soutenons désormais ; c'est la volonté de défendre une logique de rassemblement et de reconstruction de la gauche, qui ne s'assimile pas au « populisme » défendu par Mélenchon ; c'est le constat que ce dernier n'est pas la meilleure candidature pour faire avancer nos objectifs.

Ce matin, Olivier (Dartigolles) a appelé à la vigilance sur l'utilisation des réseaux sociaux pour les échanges entre communistes. Je partage. Je voudrais, quant à moi, mettre en garde contre la tentation, que j'entends ici et là dans le parti, de déprécier le vote de la conférence nationale. Le débat des communistes doit être respecté dans tout ce qu'il a porté.

De ce point de vue, deuxième remarque, il nous faut à présent nous doter d'un mode d'emploi pour construire la campagne autonome décidée. Le rapport de Pierre (Laurent) en a tracé les premiers contours. Surtout que nous allons être confrontés à une situation très difficile, du fait de logiques institutionnelles et médiatiques qui tendront à effacer notre parole dès lors que nous n'avons pas de candidat à la présidentielle, et parce que les pressions ne manqueront pas, du côté de Mélenchon et de ses soutiens, pour nous attirer sur un terrain qui n'est pas le nôtre.

J'en tire, pour ma part, une conclusion : s'il nous faut réitérer autant qu'il sera nécessaire notre refus de nous intégrer au cadre de la « France insoumise », nous devons tout autant récuser la tentation de nous insérer dans des avatars de ladite « France insoumise ». Je fais ici allusion aux propositions qui fleurissent déjà pour amender la charte de Mélenchon, ou pour constituer une sorte de sous-ensemble qui allierait tous ceux qui n'entrent pas directement dans cette structure mais se situent dans son périmètre. Attention à ce que cela n'affaiblisse pas davantage notre capacité d'action et la lisibilité de notre politique !

Il nous faut conduire une campagne autonome, politiquement unifiée, à la présidentielle, qui s'appuie sur notre ancrage territorial et soit utile à notre campagne des législatives.

Sur ce plan, je rejoins l'appel de Pierre : nos candidats et candidates doivent être dès à présent désignés dans toutes les circonscriptions. Je dis bien dans toutes, car c'est une question de rapport de force. Après, il appartiendra à J.-L. Mélenchon de dire quelles conclusions il tire de ce que viennent d'exprimer les communistes, et comment il entend tenir compte de la pluralité de ses soutiens. Ce qui concerne, bien entendu, ce qu'il entend faire là où nous avons des députés sortants, ou bien dans les circonscriptions que le parti – et lui seul ! – a les moyens de conquérir ou reconquérir. C'est ainsi que nous pourrions mesurer les possibilités d'accords au plan local.

Dernière remarque. Nous avons besoin d'un débat approfondi sur la situation française. Nous entrons en effet dans une phase de convulsions, qui va s'exprimer jusqu'au sein de la droite, dans la mesure où le programme de Fillon ne lui garantit nullement de gagner la majorité du pays l'an prochain.

D'ores et déjà, la France connaît une polarisation à droite comme elle n'en avait connue qu'à l'occasion des moments de crise aiguë de la République : face à une droite menant campagne sur des orientations ultralibérales et cléricalo-conservatrices, et avec une gauche que la politique gouvernementale menace de dislocation, s'ouvre un boulevard devant l'extrême droite, notamment auprès des classes populaires.

C'est sous ce rapport qu'il importe plus que jamais de concrétiser notre bataille pour le rassemblement de la gauche sur une ligne de rupture avec le social-libéralisme.

La question n'est pas de devancer François Hollande ou Manuel Valls, dans l'hypothèse où ils sortiraient vainqueurs de la « primaire » socialiste, si c'est pour que la gauche ne soit même plus une force de résistance au lendemain de 2017. La question posée est de faire exister une gauche porteuse d'une ambition majoritaire et à même d'apparaître en mesure de disputer le second tour de la présidentielle.

C'est la raison pour laquelle nous nous devons de faire du 10 décembre un succès. En concevant ce rendez-vous « grand angle », c'est-à-dire s'adressant à toute la gauche d'alternative, y compris aux candidats déjà déclarés ou à ceux qui s'inscrivent dans le cadre de la « primaire socialiste » en voulant y contester le bilan gouvernemental, et pas seulement à une petite gauche répétant à l'envie qu'elle veut passer devant le candidat du PS. Et aussi en valorisant nos propositions pour construire le « pacte d'engagements » auquel nous appelons.

Si, au terme de cette rencontre, il nous était possible de faire la démonstration qu'il existe un premier socle de convergences programmatiques à gauche, nous terminerions l'année en ayant marqué un point non négligeable pour l'avenir.

Frédéric Boccara

La situation est bien plus grave que ce que les propos lénifiants d'un certain nombre de dirigeants laissent entendre ! Le risque d'effacement du PCF et de ses idées – particulièrement ses idées *nouvelles* – est plus fort que jamais. Nous sommes dans une « étape nouvelle »...

Le vote des communistes

Quels sont les enseignements du vote des communistes ?

Tout d'abord une dynamique du côté d'une candidature communiste ouverte et pour nos contenus. C'est particulièrement visible avec le vote historique d'une majorité de la conférence nationale en faveur de présenter une candidature communiste.

Puis il y a eu le vote de l'ensemble des communistes, avec une très courte majorité pour soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'était en réalité la plus courte majorité possible pour une direction dont le secrétaire national s'était si fort engagé, qui plus est par médias interposés, en faveur de cette « option ».

Il faut voir de quoi est constitué ce vote :

pas d'accord de la majorité des communistes avec la démarche de Mélenchon, au sein même de ceux qui ont choisi l'option 1 de soutien à sa candidature,

pas d'accord de la majorité des communistes avec son programme, à nouveau jusqu'au sein de ceux qui ont choisi de voter pour le soutenir.

C'était d'ailleurs un des points fondamentaux du débat : les tenants du soutien à JLM prétendant que malgré ces deux désaccords essentiels, il était possible de mener une campagne des présidentielles autonome. Je pense, et nous pensions, que c'est intenable.

Le basculement d'une petite frange de communistes en faveur du soutien à cette candidature a en réalité largement reposé sur différentes choses qui sont loin de faire une dynamique : « la peur du 1% », c'est dire la peur d'un faible score pour un candidat communiste aux présidentielles ; les pressions de « dirigeants » et celles de certains élus de poids ; le sentiment enfin qu'il était « trop tard » pour promouvoir un communiste.

Ce dernier point doit être interrogé car la Direction Nationale n'a pas respecté le congrès qui avait adopté à plus de 80% un amendement selon lequel « *les communistes travaillent pleinement à un tel processus [de candidature commune] ET à y engager un-e candidat-e pour y mettre en débat nos idées et y porter notre conception du rassemblement* ». Ce refus en septembre d'avoir engagé un candidat communiste dans le processus pose de graves questions de démocratie et sur l'orientation que certains avaient probablement déjà en tête.

Mais le point fondamental ce sont les exigences que portent les communistes par leurs deux votes : (1) une conception rassembleuse s'adressant à l'ensemble de la gauche, (2) une tout autre orientation stratégique que celle de coller au FN sur le vocabulaire et les thématiques (« pas un seul travailleur détaché ne doit entrer en France », lit-on encore aujourd'hui dans l'interview de JLM au *Nouvel Observateur*), (3) et enfin des contenus à la hauteur et cohérents, particulièrement sur l'économie, l'immigration, et l'international.

La situation politique actuelle

L'orientation réactionnaire de F. Fillon insiste très fortement sur l'entreprise. Et il allie ce discours avec un discours conservateur sur la famille. Il veut imposer une hyper-délégation vers le pouvoir patronal en s'appuyant sur la culture conservatrice du pouvoir parental, et même plutôt paternel. Il cherche, à sa façon, à relever les défis réels posés par le capital financier (technologie, crise qui vient, Etats-Unis).

Le FN quant à lui joue son rôle de captation de la colère populaire pour la détourner vers les étrangers et en faveur du nationalisme, une conception de la nation qui transcenderait les intérêts de classe et dans laquelle ils se fusionneraient, sous l'égide d'une élite prétendument éclairée. Il s'agit pour lui de masquer le rôle décisif joué partout par le capital financier, en France, en Allemagne, aux Etats-Unis, etc.

Le double défi de Fillon et du FN montre à quel point nous devons mettre en avant à la fois l'exigence de conquête de pouvoir nouveaux sur l'argent et les enjeux des entreprises et des services publics, pourtant bien absents dans l'intitulé des 7 axes ; tout cela pour une nouvelle conception de l'emploi et du développement humain commun.

Face à cela, le PS va chercher à développer un discours très gauchi, jouant sur l'attachement aux services publics et sur les peurs. Mais il y a fort à parier qu'il ne dira rien, ou pas grand chose, voire des généralités, sur les pouvoirs à conquérir sur l'argent et son utilisation, évitant de mettre en cause son ralliement actif aux politiques de baisse du coût du travail. Tandis que de l'autre côté, Macron joue la partition de la modernité accolée au suivisme du capital financier.

C'est pourquoi, il nous faudrait d'autant plus distinguer les propositions sur les objectifs sociaux, qui doivent être à la hauteur, d'avec celles sur l'argent et les pouvoirs (banques, BCE, entreprises), et faire grandir le besoin de cohérence, le besoin d'une cohérence alternative à celle qui domine.

Ce n'est pas là-dessus que la campagne est positionnée avec ces trois forces politiques, ni même avec JL Mélenchon et pas tellement plus avec A. Montebourg... Je pense que cela explique, au moins en partie, la grande abstention qui se manifeste actuellement dans les sondages électoraux.

L'enjeu de l'autonomie du PCF... pour des contenus originaux et à la hauteur
Tout cela ne fait que renforcer l'enjeu de l'autonomie du PCF... pour des contenus originaux et à la hauteur.

Or, en la matière, nous n'avons jusqu'ici rien vu. Nos prises de position contribuent même à un brouillage d'idées, et particulièrement l'interview de Pierre Laurent mardi 29 novembre dans *Libération*. A la question, pourtant fort utile du journaliste nous demandant nos idées propres, il répond « lutter contre le pouvoir excessif de la finance »... C'est une capitulation idéologique en rase campagne. Même du PS j'attends mieux !

Rien non plus dans cette interview sur le grand enjeu d'une autre Europe, face précisément aux défis du capital financier et de sa « reprise mains » depuis les USA. Rien sur les défis nouveaux de modernité auquel s'adressent à la fois Valls et Macron, avec la révolution informationnelle, et pas un mot sur l'emploi ni sur les services publics, thème majeur du FN comme de Fillon.

C'est difficile ? Oui, bien sûr. Et d'autant plus que c'est très contradictoire avec la position de soutien à JLM. Raison de plus pour chercher cette autonomie, en affûter les contours et le contenu.

Au lieu de cela, rien n'est proposé sur cette autonomie dans le rapport ! Hormis une initiative de sommet le 10 décembre... où je gage que nous allons encore prétendre contre toute évidence que nos 7 axes sont cohérents avec un vote pour JL Mélenchon.

Que faire ?

Il s'agirait d'organiser une campagne vraiment autonome et pour laquelle se sont prononcés l'écrasante majorité des communistes. C'est éventuellement possible pour les législatives, et encore dans certaines conditions sur les quelles il faut travailler. IL faut une campagne de contenus et une campagne nationale, pas localiste car il faut donner durant le débat présidentiel nationale une visibilité à nos candidats aux législatives.

Il s'agit de ne pas entrer dans le piège qui nous est tendu d'accompagner le vote Mélenchon, d'être les facilitateurs et les rabatteurs, contre les luttes et contenus nécessaires.

C'est pourquoi notre campagne des législatives doit être autonome de celle des présidentielles et se dérouler dès à présent.

Je demande en ce sens la constitution d'un collectif national de campagne des élections législatives, autonome du collectif pour les présidentielles !

Nicolas Marchand

Intervention au Conseil départemental du Val de Marne – 5/12/2016

Du vote du 26 novembre résulte la décision du parti de ne pas présenter de candidat communiste et d'appeler à voter Mélenchon. Une décision qui va de pair avec l'engagement de ne se fondre en aucun cas dans la « France insoumise » et de mener une campagne communiste autonome. Cette décision engage le parti, tout adhérent gardant, je cite nos statuts, « le droit de défendre et d'exprimer son point de vue ».

Cette décision met notre parti en grand danger. Elle va tendre de fait à effacer le PCF de la scène politique jusqu'en mai 2017, le réduisant à un second rôle. On a déjà une illustration après l'annonce du retrait de Hollande, qui aurait pu ouvrir un espace à un candidat communiste, et sur lequel seule la parole des candidats a intéressé les médias. C'est aussi ce qu'indique ce commentaire de l'éditorialiste du Monde : « *Jean-Luc Mélenchon est en passe d'achever son OPA, commencée il y a 5 ans, sur la gauche radicale et ce qui reste du communisme ... tous les partis sont mortels. Les radicaux et les communistes, longtemps incontournables, ont pratiquement disparu du paysage.* »

Loin de moi l'idée de prendre cela pour argent comptant. Mais le fait est que la situation donne à ceux qui rêvent depuis longtemps au bouleversement fondamental de la vie politique française que serait la disparition du PCF des raisons d'espérer pouvoir avancer vers leur objectif. Le danger est plus sérieux qu'il n'a jamais été.

Il s'agit de les mettre en échec, dans les conditions complexes qui résultent de la décision prise.

Un motif de confiance est que nous sommes une grande majorité, ceux qui ont voté pour une candidature communiste et qui ont créé l'événement par leur nombre, malgré des pressions de direction sans précédents, ceux qui n'ont pas voulu choisir, et beaucoup de ceux qui ont fait l'autre choix, à vouloir démentir cette analyse, à être convaincus de la nécessité d'un parti communiste autonome et rassembleur, à ne pas vouloir de sa dilution dans quelque recombinaison politique que ce soit. Pas tous. Mais une grande majorité.

Depuis le vote, je vois, parmi les camarades qui ont fait le choix majoritaire, beaucoup de camarades inquiets ; une candidature communiste, si tardive par la faute de la direction, les inquiétait ; mais ils ne sont pas vraiment rassurés. Même des dirigeants, qui ont pesé pour ce choix et que j'ai entendu me dire, pardonnez l'expression, « on est dans la merde ». C'est vrai et on ne doit ni s'en réjouir ni baisser les bras. Le moment venu, il faudra tirer les leçons, faire le bilan, parler des responsabilités et des changements nécessaires.

Pour le moment il faut affronter la situation, ses difficultés, ses contradictions, pour que le parti s'en sorte au mieux, avec le meilleur résultat possible aux législatives, face à la droite, face à une possible remontée d'un « vote utile » PS, et aussi face aux appétits du candidat que le parti soutient.

Nous allons être maintenant confrontés en pratique à une double contradiction :

1.la contradiction entre notre programme « La France en commun » et celui de « France insoumise », avec le fait que le PCF appelle à voter Mélenchon sans soutenir son programme, mais avec ses propres propositions dont la cohérence et le contenu sont différents, et sur plusieurs points importants opposés au programme dont le candidat a commencé à faire la promotion;

2.la contradiction entre notre conviction commune de la nécessité d'un parti communiste et l'objectif de Mélenchon de construire, grâce à sa campagne présidentielle, et avec des candidats signataires de

sa charte partout aux législatives, une force politique qui absorberait tout ou partie du PCF.

Cela nous met au défi d'une véritable campagne autonome, autonome du parti de JLM « France insoumise » et de ses initiatives, porteuse de façon offensive de nos propositions, sans refouler des sujets majeurs au motif qu'ils feraient problème, comme l'Europe, la BCE et la mobilisation de ses moyens pour les services publics, l'emploi, le financement de la protection sociale, les questions de pouvoir à l'entreprise et sur l'argent, la transition énergétique ... et l'exigence de cohérence entre objectifs sociaux et moyens.

Cela nous met au défi aussi de l'engagement immédiat de nos candidats pour les législatives qui ne doit pas être conditionné par les exigences du candidat à la présidentielle, ni plombé par le contenu de sa campagne. Miser sur son résultat peut s'avérer hasardeux alors que peu à peu se met en place un dispositif qui ouvre de l'espace à une remontée du « vote utile » PS face à Fillon et pour empêcher à tout prix un 2eme tour Fillon-Le Pen.

Même si les deux élections sont liées par le calendrier, il y a besoin pour les législatives d'une campagne distincte, large, porteuse de propositions cohérentes, pas limitée par le choix qui a été fait pour les présidentielles.

Nous devons viser, pour le premier tour, et pour le deuxième, un rassemblement plus large que celui dont le candidat à l'élection présidentielle est porteur.

Par exemple ne devrait-on pas pouvoir viser, sans attendre que la présidentielle soit passée, l'appui à tel ou tel de nos candidats par des citoyens, des personnalités au delà de celles qui soutiendront JLMélenchon. Cela suppose une autonomie réelle.

L'enjeu va au-delà d'une campagne présidentielle dont l'issue la plus probable est la mise en place du pouvoir le plus à droite que la France ait connu depuis longtemps. L'enjeu c'est pour les législatives, et après, face à la droite et face aux crises, peut-être les cataclysmes, qui viennent en Europe et dans le monde, le besoin comme jamais de la cohérence transformatrice qui fait l'originalité de nos propositions, qui fonde notre unité et l'utilité du PCF, pour des luttes ne se limitant pas à la protestation, mais ouvrant vraiment une perspective.

Yves Dimicoli

I – A propos du vote des communistes :

Pierre Laurent s'est beaucoup impliqué pour signifier aux communistes, la veille même de leur conférence nationale et par médias interposés, de ne surtout pas se donner un candidat communiste pour avancer vers une candidature anti-libérale commune, en contradiction flagrante avec les termes mêmes de leur dernier congrès.

La conférence nationale, instance souveraine, a refusé majoritairement de se plier à cette injonction.

Dés le lendemain, Pierre Laurent a appelé publiquement les communistes à invalider ce choix, cherchant sans doute à provoquer un ultime réflexe légitimiste.

Tout cela est sans précédent...mais a conduit à un résultat final dont il faut prendre acte

Cependant, on peut noter que le choix de la candidature Mélenchon perd 5,52 points par rapport au vote des communistes pour la présidentielle de 2012. Le choix d'un candidat communiste, quant à lui, progresse de 10,2 points, malgré l'entreprise de démoralisation dont ils ont fait à nouveau l'objet.

En effet, comme pour l'élection de 2012, c'est l'argument de la peur et du « on ne peut pas faire autrement » qui a été utilisé « ad nauseam », en écho aux bombardements médiatiques et sondagiers. Il en est résulté un vote final qui exprime, pour beaucoup, une perte de confiance, une résignation, loin d'une adhésion enthousiaste et bien plus loin encore de l'idée d'un quelconque effacement de l'apport communiste autonome derrière une prétendue « campagne commune » avec « France insoumise ».

Le choix de l'option numéro un laisse le parti très partagé, pour ne pas dire divisé. Or, nous allons devoir affronter une contradiction majeure : soutenir un candidat dont nombre d'options fondamentales et la posture posent de très graves problèmes ; un candidat qui entend diviser la gauche au prétexte de rassembler « le peuple », face à une droite thatchérienne, identitaire, pétrie de haine anti CGT et dont la porosité avec l'extrême droite ne cesse d'augmenter.

Aussi, il me semble qu'il faut s'attacher, par dessus tout, à faire progresser l'unité d'action et de proposition autonome des communistes pour convaincre, tout de suite, de l'utilité, vitale demain pour le mouvement social, des députés et d'un groupe communistes.

II – Une campagne autonome du PCF pour la présidentielle d'autant plus nécessaire que se cherche une recomposition à gauche mortelle pour lui

Face à Fillon et Le Pen et leur déchaînement anti-syndical, la gauche est hyper-fragmentée et le mouvement social, du fait de notre effacement, n'a pas de candidat. Par contre, deux têtes de pont pour une recomposition nocive de la gauche tendent à prédominer :

- C'est d'abord, après l'abdication de Hollande, la candidature de Valls, le thuriféraire des « gauches irréconciliables ». Il veut transmuter le PS en parti démocrate à l'américaine, par destruction de son noyau fondateur social-démocrate. Et cela, y compris dans une rivalité avec Macron et son « ni gauche ni droite » comme aiguillon. Un Valls qui, aujourd'hui, cherche à gauchir son discours pour mieux appâter l'électorat socialiste de gauche en hurlant au loup d'un second tour Fillon – Le Pen.

- Et c'est aussi, avec notre éclipse, Mélenchon qui postule que le rassemblement de la gauche empêche ce qu'il appelle « fédérer le peuple » pour dépasser les partis de gauche, en tapant à bras raccourcis sur le PS et en faisant en sorte de conduire jusqu'à son terme l'OPA lancée sur notre parti en 2012.

On peut penser que l'entrée en lice de V. Peillon vise à récupérer tous ces électeurs socialistes qui refusent l'opération de Valls, mais ne sont pas prêts à se rallier à Montebourg et, moins encore, à Mélenchon .

De fait, à mesure que va grandir le danger d'un second tour Fillon / Le Pen pour la présidentielle, bien des électeurs de gauche, pourtant dégoûtés par la politique de Hollande et Valls, pourraient se montrer à nouveau disponibles pour un « vote utile » PS. Or, nous aurions du et pu orienter vers nous ces électeurs en déshérence si nous ne nous étions pas résignés à la candidature de Mélenchon dont le discours et les graves incohérences programmatiques sont repoussantes pour le plus grand nombre.

III – Il nous faut donc mener, comme nous l'avons décidé, une campagne autonome du PCF pour la présidentielle en visant les législatives et leur suite

J'entends, ici ou là, des camarades, dont certains disent eux-mêmes travailler déjà main dans la main avec « France unie », revendiquer un « cadre commun » de campagne avec cette formation dont Mélenchon entend faire son parti.

Disons le, ce cadre existe déjà : avec tous ceux qui supportent la candidature de Mélenchon nous avons en commun le refus de l'austérité, l'anti-libéralisme et même l'anti-présidentialisme, malgré le caractère hyper-présidentialiste de la démarche de Mélenchon . Et, sans doute, nombre d'entre eux, internationalistes convaincus, ne partagent pas le glissement souverainiste de celui auquel ils ont apporté leur soutien.

Cependant, s'en tenir à cela pourrait nous conduire à une déroute absolue aux législatives avec le risque que plein de gens de gauche perdent de vue l'utilité des idées et des députés et d'un groupe parlementaire communistes, ce qui désarmerait encore plus le mouvement populaire pour la suite.

Il faut au contraire montrer, dès la présidentielle, que l'anti-libéralisme est impuissant s'il ne s'accompagne pas d'une lutte déterminée, créative et rassembleuse contre le capital financier avec une cohérence de propositions, au service du mouvement social, entre objectifs sociaux, moyens financiers et pouvoirs en France, mais aussi en Europe, à l'opposé de tout nationalisme.

Agir ainsi ne serait pas adopter une posture identitaire. Au contraire, ce serait chercher à réussir le rassemblement le plus large et le plus efficace possible face aux périls qui s'annoncent avec la droite et son extrême, avec l'aggravation de la crise systémique et la frénésie des politiques patronales.

Il faut appeler tout de suite ceux qui, à gauche, ne veulent plus du social-libéralisme et cherchent à combattre efficacement Fillon, le Pen et les assauts du MEDEF, à voter aux législatives pour des députés communistes et Front de gauche qui, seuls, s'évertueront à aider à passer efficacement des paroles aux actes en ce sens, comme cela a été le cas contre le projet de loi El Khomri. Pour cela, il faut, en toute autonomie, décider de proposer nos candidatures sans attendre la permission et les conditions de quiconque.